

Le modèle « post-démocratique européen » ou le triomphe de « l'empire normatif » et alter-libéral qu'est devenue l'Union européenne



De la Hongrie aux négociations du Brexit, en passant par les sanctions contre l'Italie, la condamnation de la Pologne et la fronde anti-immigration des pays de l'Est, l'UE se positionne de plus en plus contre les Etats nations.

Avec Alexandre Del Valle

De la Hongrie « illibérale » aux des négociations du Brexit, des sanctions contre l'Italie (question du budget-déficit) aux condamnations de la Pologne (justice-démocratie), du « pacte sur l'immigration » refusé par plusieurs pays européens au déni des valeurs identitaires des nations européennes, l'Union européenne est de plus en plus déconnectée des préoccupations des peuples et de plus en plus en contradiction avec les intérêts des Nations jalouses de leur souveraineté. Elle est de plus en plus perçue non pas comme la défenseur de la civilisation chrétienne-occidentale mais comme un laboratoire d'un projet mondialiste acculturant hostile aux nations et aux peuples souverains progressivement appelés à se fondre dans un « empire normatif » (Marie-France Garaut) sans identité, donc où le droit et le droit-de-l'homme remplaceraient l'identité en conformité avec l'idée de « patriotisme juridico-constitutionnel » du philosophe post-marxiste Jurgen Habermas référence suprême de la Commission européenne. Alexandre del Valle poursuit ici sa série d'articles sur les populismes et sur les conséquences de la dérive anti-nationale et post-démocratique de l'Union européenne. Il revient notamment sur la fracture croissante qui oppose d'une part une Europe fédéraliste bruxelloise « cosmopolitiquement correcte », multiculturaliste et, d'autre part, la nouvelle Europe néo-identitaire et « illibérale », essentiellement représentée par les pays du Groupe de Visegrad mais dont la tentation « populiste » néo-nationale tente de plus en plus certains pays d'Europe de l'Ouest comme l'Italie ou même l'Allemagne. Des pays où les questions de l'islamisation et de l'immigration extra-européenne massive, encouragées de facto par les institutions européennes et onusiennes, ont provoqué une désillusion durable d'une parties des peuples vis-à-vis du projet européen désincarné.

Du « triomphe » de « l'illibéralisme » au « printemps de l'Europe centrale »

Fin septembre 2018, le Visegrad/Insight, un think tank polonais, publiait un rapport (avec le German Marshall Fund américain) qui présentait « cinq scénarios à l'horizon 2025 » pour les pays du « Visegrad-Four (Pologne, Hongrie, République Tchèque et Slovaquie). Allant du catastrophique au « hautement désirable », ces futurs possibles tels qu'élaborés par le think tank polonais - profondément européiste) éclairent l'importance stratégique du groupe de Visegrad – aussi appelé Visegrad Four pour la cohésion même de l'Europe (et son existence même). Les scenarii laissent penser que le projet de l'Union Européenne est peut-être cela même qu'il prétend combattre : pas si démocratique que l'on croit. Les renflouements financiers des pays d'Europe centrale apparaissent clairement – tout comme d'ailleurs les menaces de sanctions (Hongrie, Pologne), comme des moyens de restreindre la démocratie souveraine des Etats, et que mes diverses crises peuvent jouer en faveur de l'Union.. Ces scénarios permettent aussi de comprendre

la visée européenne : entre autres une deep integration ou « intégration profonde », c'est-à-dire que les règles de l'Union Européenne (donc règles supranationales) régiraient les politiques nationales à des fins de cohésion et de fonctionnement optimum de l'Union, tant au niveau politique qu'économique, et qui est présentée comme le happy end...

Selon le Visegrad/Insight, divers experts des médias, think tanks, du business et des universités ont mis leur savoir au service de ces [cinq scénarios](#) concernant l'Europe centrale pour les sept prochaines années, produisant ainsi : 1) « le triomphe de l'illibéralisme » ; 2) « l'Europe centrale fracturée » 3) « mariage forcé » (en anglais « shotgun wedding »), 4) « Le printemps d'Europe centrale 2.0 », et enfin 5) « Vacuum sécuritaire ». Plus qu'un exercice en utopie (voire dystopie), ces perspectives d'un futur proche pointent les axes le long desquels le projet européen pourrait se tordre, se briser et basculer.

Premier scénario : Le premier scénario – le plus « terrible » des cinq pour le think tank polonais – où l'illibéralisme se répand à travers l'Union Européenne, voit l'Europe centrale former des alliances « autoritaires » au-delà de l'Europe, avec par exemple la Russie, la Turquie, les pays du Golfe ou encore la Chine. « Fidesz [le parti de Viktor Orban en Hongrie] et le PiS [Droite et Justice, parti au pouvoir en Pologne], deviennent le noyau idéologique d'un nouveau parti à l'échelle de l'Europe qui rassemble les souverainistes et nationalistes jusque-là dispersés. » Le Conseil, le Parlement et la Commission sont « neutralisés », la menace de quitter l'Union européenne plane, et « l'Europe centrale glisse dans le néo-autoritarisme maigrement voilé de procédures démocratiques ». Alliances externes à l'Union et effet domino à l'intérieur sont les deux mouvements qui reviendront dans les scénarios suivants.

Deuxième scénario : « L'Europe centrale fracturée » envisage une Pologne où le PiS verrait ses tendances autoritaires entravées par une coalition forcée avec un parti pro-européen et des « avantages substantiels » de l'Union. La Hongrie se retrouverait isolée politiquement et, affaiblie par les sanctions qui réduiraient ses finances, et elle finirait par quitter l'Union européenne après un référendum promis par Victor Orban. La République Tchèque suivrait le même chemin, tout en restant dans le marché unique, se modelant d'après la Suisse et causant ainsi moins de trouble à ses voisins toujours dans l'Union. L'Europe centrale volerait donc en éclats, sombrant dans la stagnation économique au sein d'une Union européenne continuant à se développer.

Le troisième scénario envisage une série de crises et de « défis » (dont ceux de la finance et de la technologie globalisées, des flux migratoires, de l'accélération du changement climatique et ... de « voisins » menaçants). A travers l'Europe, le consensus se fait jour selon lequel ces difficultés « ne peuvent être traversées que par l'unité et le protectionnisme européens ». L'Union Européenne produit plusieurs superstructures telles que l'EU Defence Initiative (sécuritaire), une Union énergétique européenne, instaure un marché digital unique, toutes générations spontanées dont on ignore les modalités. Enfin l'Union se montre plus magnanime envers ses membres difficiles et, en échange, l'Europe centrale est d'accord pour « ne pas bloquer les réformes et les étapes d'intégration » qui ne la concernent pas. On lui accorde même de ne pas devoir recevoir les demandeurs d'asile répartis dans l'Union.

Quatrième scénario : Le « Printemps de l'Europe centrale 2.0 » est celui d'une confrontation de la jeunesse éprise de libertés, désireuse de « voir des politiques qui rendent leurs pays prêts pour l'avenir alors que les politiciens de la génération plus âgée tentent de maintenir le status quo ». Des mouvements de protestation partant de la Pologne s'étendent aux autres pays du V4 et le résultat est « une Europe centrale sûre d'elle, qui regarde en avant et pro-intégration [à l'U.E.] ». Grâce à cette jeune génération digitalisée, la politique véritable cesse de n'être que la « seule préservation du pouvoir ». L'apothéose ne se fait pas attendre : l'intégration européenne est complète.

Cinquième scénario ou le spectre de la « menace russe » : Enfin « Vacuum sécuritaire » se concentre sur l'OTAN, ou plutôt son délitement. Les « ambitions géopolitiques russes » (également en arrière-plan d'autres scénarios) « menacent » l'Union, dont les membres sont encore en défaut par rapport aux attentes budgétaires exigées par l'Alliance (et par les Etats-Unis). La cohésion européenne se défait, les pays membres de l'Union passent des accords bilatéraux avec la Russie. Lors d'un sommet de l'OTAN la France et l'Allemagne demandent que l'appartenance à l'Alliance ne soit plus conditionnée au respect (dans les pays membres ou candidats) de la démocratie, des libertés civiles et de la règle du droit. La Russie manœuvre en coulisses pour creuser l'écart entre les membres de l'U.E. La Pologne rejoint Beijing contre Moscou, la Hongrie s'offre à Poutine comme un « cheval de Troie politique dans l'Union Européenne et l'OTAN ». Les deux derniers pays du Visegrad Four se retirent de l'Alliance. L'Union Européenne est incapable de reprendre la main sur la sécurité après le retrait de l'OTAN de son territoire, et les gouvernements autoritaires ont dans cette situation sécuritaire catastrophique une justification en or pour user d'une main de fer.

Le projet de l'Union Européenne, ses outils, ses opportunités... sont peut-être le scénario le plus glaçant qui transparait à travers les futurs possibles imaginés par le think tank Visegrad/Insight.

Pour être glaçant (en particulier pour un européen convaincu), le premier scénario (« Triomphe de l'illibéralisme ») renseigne sur ce qui contrarie l'Union européenne : la presque sécession de l'Europe centrale tant sur le plan idéologique qu'économique commence par la « sophistication » avec laquelle ses gouvernements parviennent à contourner les normes existantes, ainsi que (et peut-être par) les alliances formées entre eux qui leur permettent de mettre leur veto contre les mesures punitives que l'Union Européenne voudrait faire appliquer. Il est évident qu'une politique doit avoir les moyens de s'exercer, que l'Union européenne doit pouvoir faire respecter ses lois – pourtant le grief à l'encontre du droit de veto des Etats membres pose question.

Le traité de Lisbonne (2014) avait bouleversé le poids du vote des pays membres au Conseil de l'Europe (l'Allemagne avait ainsi doublé le sien par rapport au Traité de Nice en vigueur jusque-là) et changé la « minorité de blocage » à un minimum de quatre pays représentant minimum 35% de la population de l'Union. Depuis lors, l'influence du groupe de Visegrad a fort diminué. En critiquant ce qui est présenté comme une manœuvre un peu fourbe, on se demande ce que pourrait être l'alternative plus positive aux yeux des européens et il n'est pas difficile de voir que ce serait qu'il n'y ait tout simplement moyen de s'opposer à cette force terrible qui veut absolument votre bien... Toute opposition est un affront au projet unificateur, une entrave à son avancée forcenée et à sa profondeur stratégique. C'est ce que « Mariage forcé » laisse également entrevoir lorsque l'Europe centrale accepte de ne pas « bloquer les

réformes et les étapes d'intégration », or il faut comprendre que ce mot d'intégration a trait tant à l'aspect économique (par exemple zone euro) qu'aux aspects culturels, politiques et sociaux. A son intensité la plus faible elle implique la non-contrariété, mais poussée à son niveau de « complétude » auquel semble aspirer le Visegrad/Insight – et l'Union Européenne elle-même – elle pourrait signifier l'unité la plus totale comme on le dit d'une couleur, c'est-à-dire sans nuance. La diversité dont on nous rebat les oreilles sur les ondes comme sur le papier disparaît au profit d'une machinerie où les pays, les nations, n'ont vocation que de faire rouage.

La stratégie européenne-impériale de la dépendance financière

La question des flux financiers de l'Union qui viennent soutenir les gouvernements d'Europe centrale revient également à plusieurs reprises, avec la même contrariété et la même crainte : celle que les bienheureux récipiendaires trouvent un jour à s'en passer et prendre leur envol et leur direction politique toujours plus « illibérale ». Or c'est en diminuant, voire en coupant ces subsides, que l'Union européenne entend garder la main sur les politiques nationales, ce qui explique aussi pourquoi des alliances hors Union mettent en péril l'influence même de l'Europe puisqu'elles permettraient de « compenser » ce qui se voulait comme une sanction. Lorsque l'autorité a parlé, la bienséance voudrait qu'on accepte le châtement et qu'on ne puisse en aucun cas y échapper, que ce soit par le veto, ou en prenant ailleurs l'appui dont on a besoin. A cet égard, bien que n'étant pas membre du groupe de Visegrad, l'Italie de Matteo Salvini offre un cas d'étude proche qui montre l'opposition croissante entre Bruxelles et les capitales souverainistes sur fond de pressions économiques et financières et de menaces de sanctions ou punitions pures et simples.

La Pologne « illibérale » du parti Droit et Justice, imaginée dans le deuxième scénario, est plus ou moins neutralisée par son partenaire de coalition, et l'on voit que le pays est tenu en respect à coup de subsides européens dont il ne peut pas se passer. Les financements de l'Union servent ainsi à la fois à contenir-contrôler les gouvernements à « risque » et à capitaliser sur la dépendance qu'ils engendrent. C'est un dilemme que l'Union Européenne doit pouvoir régler : trop de sanctions pousseraient les gouvernements visés dans les bras de « l'ennemi » (russe, trumpien, etc), et une main trop douce fragiliserait son entreprise et revigorerait les « populistes ». Le contrôle doit donc être total, l'évasion impossible, la soumission complète à la Déesse Europaet à ses normes impériales.

En ce qu'il dévoile d'un possible espoir de l'Union européenne, le « Mariage forcé » est peut-être le scénario le plus inquiétant. En effet, c'est la succession de crises plus ou moins graves (migration, climat, ...) qui amènent les pays membres à « la conclusion rationnelle que l'Union européenne leur fournit le meilleur bouclier possible contre les turbulences croissantes qui secouent la politique, les marchés et la sécurité à un niveau global ». L'idée est que le danger serait si grand qu'on s'en remettrait à ceux-là mêmes qui ont œuvré à sa globalisation, c'est-à-dire à faire qu'il soit impossible de gérer ces situations à un niveau national. Là où d'aucuns dénoncent la « submersion migratoire » comme la volonté de défaire les identités nationales afin que circule librement le fluide sacré du projet européen, le Visegrad/Insight (sans le vouloir) démontre l'instrumentalisation – oserions-nous parler de formidable opportunité ? – d'une crise majeure faisant du recours à l'Union européenne une nécessité, une question de survie. En fait, ce serait justement parce que les pays membres ont gardé un peu trop de leur « individualité » (c'est-à-dire de leurs contours), que la crise migratoire est si mal gérée...

L'Union se pose en stratégie post-démocratique face à ses membres

En voulant souligner les enjeux que pose l'Europe centrale pour l'Union Européenne, les scénarios du Visegrad/Insight éclairent en fait une dynamique quasiment guerrière où la question primordiale pour l'Union est d'être sûre de ses leviers et de ses points de pression contre ses propres membres. La décentralisation post-soviétique des pays d'Europe centrale n'est pas saluée pour ce qu'elle garantit de démocratie, de débat et de libertés, mais parce qu'elle « peut fournir un important contrepoids démocratique aux gouvernements et institutions ». Ici pas question de « cheval de Troie », alors qu'il s'agit bel et bien pour l'Union européenne d'utiliser des appuis nationaux afin de juguler le pouvoir en place pourtant élu. Il n'est pas étonnant que ce soit également relevé par une politologue hongroise « de l'opposition » dans les colonnes du *Heti Vilaggazdasag*, journal hongrois dont l'article est repris dans le *Courrier International* de la semaine dernière. Edit Zgut préconise ainsi, pour se prémunir du « triomphe de l'illibéralisme » (qu'elle juge être le scénario le plus plausible des cinq), que la Commission européenne rompe « avec ces procédures d'infraction qui s'éternisent et se limitent à des modifications cosmétiques. » Nous donnerons raison à Edit Zgut : c'est bien le premier scénario qui semble le plus concevable, non seulement en raison des mouvements politiques de ces dernières années à travers l'Europe, mais aussi parce que les autres « futurs » mettent en scène ce qui ressemble bien plus à de la propagande qu'à une projection de tendances réalistes. Ainsi du « consensus » qui surgit magiquement autour de l'entreprise européenne, telle une révélation que le Visegrad/Insight prend soin de qualifier de « rationnelle » ; ou encore de la création d'un projet de défense européenne, d'un marché digital unique, d'un « acte majeur de solidarité » de l'Union volant au secours des ses membres sans qu'on en comprenne les ressorts, etc.

Le triomphe de la démocratie ?

Il est intéressant de constater que ce qui se voulait une critique (et une mise en garde) d'idéologies « populistes » dépeintes comme nécessairement délétères pour les « valeurs » de l'Union européennes quant à elles nécessairement « démocratiques » (entendez « hautement morales »), montre qu'il ne s'agit pas de valeurs, de bien commun ou d'aspirations morales. Souverainistes, « illibéraux », autoritaires, sont mis sur le même plan, car la critique n'est pas tant à l'encontre d'idéologies que l'Union ne partage pas pour des questions d'ordre moral, mais parce qu'elles sont un obstacle à la vague unificatrice, fédéraliste et multiculturaliste. Les fameuses « valeurs » européennes servent à habiller une entreprise supranationale (mondialiste diraient certains), cosmopolitiquement correcte, donc simplement à justifier son interférence avec le fonctionnement interne aux nations que l'on appelle à ne plus être souveraines. A la lecture de ce rapport du Visegrad/Insight, on constate que les tenants du débat (de gauche comme de droite) sur une histoire de valeurs communes ou non, de socle culturel et d'identité – thèmes que l'Union Européenne feint de questionner – se fourvoient profondément et donnent dans le panneau de la « délibération » sans voir qu'à un niveau éminemment concret se joue une partie de

stratégies. Les manœuvres consistant à prétendre qu'il s'agit de solidarité ou de fermeture, d'accueil ou d'exclusion, de liberté ou d'autoritarisme, ne sont qu'un écran de fumée, et il est bien naïf de croire que vraiment, on s'occupe de valeurs ou de morale...alors que l'éthique, elle, demeure la grande absente.